



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

ANPE

Question écrite n° 11944

Texte de la question

M. Jacques Bascou attire l'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité sur les difficultés pour les employés des ANPE de la région Languedoc-Roussillon d'assurer leur tâche du fait d'un effectif trop limité. En effet, notre région qui connaît un des plus forts taux de chômage est aussi une de celles qui est la moins dotée en personnel. Le ratio actuel est, au niveau national, d'un agent pour 278 demandeurs d'emplois, alors qu'il est pour le Languedoc-Roussillon d'un agent pour 474 demandeurs d'emploi. De ce fait, les usagers, qu'ils soient demandeurs d'emploi ou employeurs, subissent des délais d'attente importants aux guichets ou dans le traitement de leurs dossiers. Les demandeurs d'emploi les plus fragilisés, jeunes, bénéficiaires du RMI, chômeurs de longue durée, travailleurs handicapés et de plus de cinquante ans qui demandent un suivi plus précis sont les plus pénalisés par cette situation. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour mettre fin au déséquilibre en effectifs dont est victime le Languedoc-Roussillon et pour permettre aux ANPE de remplir leurs missions.

Texte de la réponse

L'attention de Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité a été appelée sur la situation des effectifs affectés à l'ANPE dans la région Languedoc-Roussillon. Les difficultés propres à cette région, liées en particulier à l'importance du taux de chômage n'ont pas échappé au directeur général de l'ANPE. C'est pourquoi, l'affectation des emplois budgétaires supplémentaires financés par l'Etat en 1998 a été précédée d'un examen approfondi de la situation de chacune des régions. Cette étude s'est fondée sur une série d'indicateurs tenant compte à la fois des taux de charge et des résultats produits. Parmi ces paramètres, on trouve notamment les offres d'emploi enregistrées et satisfaites mais bien évidemment le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois (catégories 1-2-3-6-7- et 8). Ainsi cinq régions (parmi lesquelles le Languedoc-Roussillon) ont pu être renforcées globalement à hauteur de 63 postes relevant de la dotation de l'Etat pour 1998. Pour sa part, la région Languedoc-Roussillon recueille 26 % de ces postes - soit 18 agents supplémentaires - ce qui par rapport à la ressource disponible représente un effort important. L'ANPE a progressivement transféré l'inscription administrative des demandeurs d'emploi aux antennes de l'ASSEDIC. Concernant près de 750 points d'implantation, ce processus est aujourd'hui achevé. Dégagée de ces contingences administratives, l'ANPE peut transformer le premier entretien avec des demandeurs d'emploi en véritable bilan professionnel conclu par un diagnostic, et si possible une proposition d'emploi ou de formation. D'autre part, la ministre envisage, dès cette année, de conclure avec l'agence un nouveau contrat de progrès qui devrait se traduire par l'attribution à l'établissement public de moyens supplémentaires afin de lui permettre de répondre aux exigences de suivi et d'accompagnement des demandeurs d'emploi de longue durée et des jeunes demandeurs d'emploi répondant aux objectifs du programme de prévention et de lutte contre les exclusions que le Gouvernement a décidé de lancer à partir de cette année.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Bascou](#)

Circonscription : Aude (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 11944

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : emploi et solidarité

Ministère attributaire : emploi et solidarité

Date(s) clé(e)s

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 1er juin 1998

Question publiée le : 23 mars 1998, page 1572

Réponse publiée le : 8 juin 1998, page 3153